

(SUCO) et le Service administratif canadien outre-mer (SACO), qui s'efforcent de stimuler la croissance des pays en développement en y détachant des ressortissants canadiens dont les compétences sont éminemment précieuses pour le Tiers monde.

Dernièrement, on a fait beaucoup de cas de la rentabilité de l'immigration pour le marché du travail du Canada. Une telle rentabilité s'appuie sur les économies réalisées par le Canada dans les secteurs public et privé au titre des frais médicaux, du logement, de l'habillement, de l'instruction, et ainsi de suite, toutes dépenses normalement engagées pour la formation d'un enfant du berceau au marché du travail. Le pays d'origine de l'immigrant supporte tous les frais de sa formation, alors que le pays d'accueil récolte tous les avantages que représente un travailleur sans déboursier quoi que ce soit. L'épargne ainsi réalisée, en particulier dans le cas des travailleurs hautement spécialisés ou des professionnels, est estimée à plusieurs centaines de milliers de dollars par personne. Une étude assez récente révèle que la «production» au Canada des compétences importées entre 1946 et 1963 aurait coûté 532\$ millions (en prix de 1961) au seul titre de la spécialisation universitaire. En outre, il convient de noter que ces calculs ne prennent en considération que les coûts directs, comme l'instruction et les fournitures scolaires, qui auraient permis d'offrir à un nombre équivalent de Canadiens une scolarisation analogue à celle des immigrants en question. A cela, il faut ajouter les frais indirects de 455\$ millions en revenus perdus par ceux qui se seraient consacrés aux études au lieu de travailler.

Dans un autre projet de recherche, intitulé *Studies in the Economics of Education* et dirigé par M. Bruce Wilkinson du ministère fédéral du Travail, on estime qu'il en aurait coûté 5,9\$ milliards pour dispenser à des Canadiens une formation analogue à celle de la totalité des immigrants admis au Canada entre 1951 et 1961. Déduction faite des coûts de scolarisation des Canadiens ayant émigré aux États-Unis, évalués entre 980\$ millions et 1,7\$ milliards, on concluait que la valeur nette de la scolarisation des immigrants, moins celle des émigrants canadiens pendant cette décennie, se chiffrait entre 4 167\$ et 4 929\$ millions.

Exode des compétences

Un facteur est toutefois souvent oublié dans l'évaluation de la migration de la main-d'œuvre hautement spécialisée d'un pays à un autre. Les retombées positives



«Songe à la douceur

D'aller là-bas vivre ensemble».

Voilà qui semble résumer les pensées qu'on croit surprendre dans le regard de cette jeune immigrante fraîchement débarquée au pays et qui, accrochée au dos de sa mère, franchit sereinement le seuil d'une nouvelle vie.

appréciables de l'immigration des spécialistes dans le pays d'accueil ne constituent qu'un élément du tableau. Il faut voir la perte que subissent les pays en développement. Cette préoccupation a été le sujet d'une allocution virulente prononcée par le président Julius Nyerere devant son Parlement le 12 mai 1964. Dans ce discours classique, le président actuel de la Tanzanie déclarait:

Certains de nos citoyens bénéficieront de grandes sommes d'argent pour leur formation alors que d'autres ne recevront rien. Il est du devoir des privilégiés de rembourser les sacrifices que les autres ont consentis. Ils font penser à l'homme à qui l'on a donné toute la nourriture d'un village en famine pour qu'il ait la force de rapporter des provisions depuis un endroit éloigné. S'il accepte cette nourriture sans venir en aide à ses frères, il agit en traître. De la même façon, si les jeunes gens à qui le peuple de notre République a donné de l'instruction adoptent une attitude de supériorité ou ne mettent pas leurs connaissances au service du pays, ils trahissent notre union.

On appelle souvent exode des compétences l'émigration des professionnels et des personnes instruites et hautement qualifiées d'un pays en voie de développement vers un pays développé. Le 22 avril 1974, M. Roche, député, a précisé à la Chambre des communes le rôle du Canada à ce chapitre:

Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada reçoivent en cadeau un grand nombre de spécialistes dont la formation a coûté cher aux pays en voie de développement et dont la contribution en services médicaux est d'une importance capitale pour les pays industrialisés. Il n'est pas